

BENJAMIN MARECHAL

RETOUR DE FLAMMES

L'animateur de *C'est vous qui le dites* est au centre d'une nouvelle grosse polémique. En cause, des « dérives indignes de l'info pour faire le buzz », dénoncent ses détracteurs. La crise met surtout au jour la haine, recuite de longue date, des journalistes de la RTBF envers « la méthode Maréchal ».

PAR FERNAND LETIST

« Quand je le croise dans les couloirs ou au mess, il a souvent la tête baissée et ne dit jamais bonjour. Aucun contact. Donc, je suis incapable de dire si c'est un chouette gars ou un sale type. C'est en tout cas quelqu'un de seul. Il me fait plutôt pitié... Par contre, ce dont je suis sûr, c'est qu'il suscite davantage la haine chez la majorité de mes collègues ertébéens. » Dixit une voix connue de la radio publique.

La haine, donc. Carrément. Davantage encore depuis la dernière et toujours ardente controverse déclenchée par Benjamin Maréchal, le lundi 20 novembre dernier, sur VivaCité. Ce matin-là, l'animateur ouvre ses deux heures de débat en libre antenne quotidienne par la question « Rouler au-delà de 60 - 70 km/h quand on approche une troupe de scouts, c'est forcément un risque ou pas toujours ? » La punchline, taillée comme souvent avec la délicatesse d'un bûcheron, n'hésite pas à « rebondir » sur la dépouille d'Ulysse, jeune scout wallon de 12 ans happé mortellement par un automobiliste deux jours plus tôt. Et par ailleurs fils d'une personnalité académique

et journalistique, bien connue des réseaux sociaux, des ondes de la RTBF radio et de ce que Maréchal lui-même qualifierait d'« intelligentsia francophone belge ».

Clash public

L'utilisation du drame pour poser un débat de sécurité routière en ces termes ne tarde pas à indigner certains ; sur Facebook et Twitter notamment, et à concentrer les critiques sur l'animateur de VivaCité et son émission (également relayée en télé sur la Une). Immédiatement, des proches de la famille d'Ulysse adressent, via lesoir.be, une lettre ouverte intitulée « Benjamin Maréchal : buzz ou dignité ? C'est vous qui le dites ».

« Ce type est une insulte au service public »

Bertrand Henne, sur Facebook

Aussi déchirante qu'accusatrice, elle est adressée à « Mesdames, Messieurs les parlementaires de la commission média » et au ministre responsable des médias, Jean-Claude Marcourt. Celui-ci se retourne aussitôt vers l'administrateur général de la RTBF, Jean-Paul Philippot, pour qu'il convoque Maréchal et indague sur l'incident. Au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le groupe CDH monte au créneau pour fustiger « la carence journalistique » d'une émission qualifiée « d'accélérateur de populisme ». Trois plaintes arrivent au Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui ouvre une instruction, tandis qu'une pétition fleurit pour la suppression de *C'est vous qui le dites*... Une phrase du journaliste de La Première Bertrand Henne enflamme aussi la bronca. L'animateur de *Débats Première* relaie la lettre ouverte anti-Maréchal sur Facebook et l'accompagne du cinglant commentaire : « Ce type est une insulte au service public. »

En huit mots se trouvent condensés dix ans de ressentiments et d'exaspération à la RTBF à l'endroit de l'animateur et de son talk-show. Henne vient d'exprimer

publiquement la « haine » recuite que Benjamin Maréchal cristallise et incarne en interne. L'aversion d'une partie du personnel et surtout des journalistes de la rédaction info envers celui qu'ils jugent comme le symbole du dévoiement de leur mission d'informer tout en garantissant la qualité des contenus. La rupture est d'autant plus profonde que Maréchal ne relève pas de la direction de l'information mais du directeur de VivaCité et, au-delà, du directeur des radios, Francis Goffin. La caste journalistique enrage de cette confusion des genres. « C'est hallucinant, ce qu'on laisse passer à l'antenne. C'est une honte, s'indigne une pointure de l'info radio. Maréchal revendique la casquette de journaliste mais avec tous les avantages d'un animateur hors contrôle. »

Big Ben, l'intouchable

Incontrôlable, Benjamin Maréchal ? « En tout cas intouchable, grince une figure de La Première. Quand vous faites quotidiennement en moyenne des audiences miraculeuses de 300 000 auditeurs et 20 % ou plus de part de marché, on vous pardonne beaucoup de choses. » D'où le soutien aveugle de la direction envers Big Ben et sa case populaire/populiste. Et tant pis si l'ADN info de la RTBF, déjà fragilisé, en prend régulièrement un sacré coup.

« Je veux faire de la radio pour le peuple », aime répéter le colosse (1 m 96 pour un bon quintal). Le credo est respectable. Reste le problème du fond, de la manière abrupte, de la responsabilité à touiller chaque matin dans le brouet tout fumant des frustrations, emportements et jugements d'auditeurs trop contents qu'on

leur tende ce micro défouloir. Car le style Maréchal, plutôt que de modérer les propos à l'emporte-pièce, les suscite dès les questions de lancement à la provocation assumée. En dix ans de *C'est vous qui le dites*, tout ou presque y est passé. Même une question de lancement demandant en substance : « Hitler n'a-t-il fait que des mauvaises choses ? » Conséquence des réactions, le débat fut vite escamoté en cours d'émission, ce matin-là, au profit d'un autre sujet.

L'autre cible, c'est le ton manié lors des échanges et le curseur polémique poussé par le bateleur de VivaCité. « Benjamin Maréchal est un troll, au sens du Web, par son style de dialogue avec les auditeurs, analyse un spécialiste des réseaux sociaux. Il suit une méthodologie du contre-pied systématique pour relancer et faire réagir l'interlocuteur. Autre similitude : selon les moments, le troll se pose en victime ou en bourreau, en agresseur ou contradicteur. » Maréchal n'hésite pas non plus à déduire des avis de cinq personnes des tendances à valeur de sondage. Il y a enfin ce titre de l'émission, *C'est vous qui le dites*, qui suggère erronément que l'entière responsabilité des propos tenus repose sur les → participants à la libre antenne et pas sur la radio publique qui l'organise. L'artifice est commode quand le débat est lancé par des questions limite et aborde des thèmes comme le terrorisme, la sécurité, les scandales. Avec, dès que les balises sont très flottantes, un fumet inévitablement poujadiste.

« Un temps, le surnom de Benjamin a été "Maréchal - Le Pen". Il l'a bien cherchée, cette étiquette. Alors que je suis cer-

taine qu'il n'est animé d'aucun extrémisme et d'aucune intention idéologique, estime une de ses consœurs. Mais je crois que ce sobriquet ne l'affecte même pas. » L'insensibilité voire le déni du gaillard face aux reproches redoublent l'agacement de ses détracteurs. « Toutes ces critiques visent le Benjamin professionnel, réplique-t-il. Mais je ne me vis pas comme le racoleur populiste de la Communauté française. Faire une grande distinction entre ma vie professionnelle et ma vie privée me sauve sans doute », estime Maréchal, 37 ans, un temps passé par RTL-TVI, tout frais papa poule d'un petit Harry (dont la naissance a été chroniquée, par ses soins, au jour le jour, cet été dans Sud-presse), passionné par les Etats-Unis et la country. A la ville, un gars plutôt sympa.

Côté pro donc, aucune remise en question à l'horizon. Qu'importe la dernière crise : « J'entends le malaise des proches de cet enfant mais je le (NDLR : le débat) referais de la même manière. » « C'est mon cahier des charges. » « Il ne faut pas s'arrêter sur des phrases, des titres, des slogans, mais écouter l'ensemble de l'émission. » « Les questionnements très manichéens, avec des questions binaires de type "oui ou non" permettent souvent à des gens – qui ne sont pas experts – d'entrer dans la matière, de se positionner. » « Je ne me retrouve pas dans les médias bienveillants. » Autant de ses propos tenus ici et là après la polémique Ulysse. Avec une petite pointe de lucidité sur l'exercice et ses dangers : *C'est vous qui le dites* est « une émission super risquée, quotidienne, en direct, sans filtre, cela amène des fautes ».

Mais au mea culpa ou à une courbe ren-

trante journalistiquement apaisante, le géant du micro préfère la posture de Calimero. « On veut me salir et me dégoûter pour me pousser à partir. » Le « on » désigne évidemment « les journalistes et chroniqueurs de la rédaction qui me critiquent ouvertement, alimentent des pages anti-Maréchal. Il y a cette culture d'entreprise qui veut absolument distinguer les gens qui travaillent à la rédaction et le reste du monde. Je conteste de toutes mes forces cette logique binaire. Il y a un vrai corporatisme de la part des journalistes de rédaction qui considèrent comme insupportable que "leur matière quotidienne" soit traitée, commentée, manipulée par d'autres. Je fais l'objet d'un traitement unique, une sorte de régime d'exception de la RTBF. » Tant dans la peau de la cible de collègues que dans celle du protégé de la direction.

Cette exception dont la RTBF a refusé qu'elle s'exprime dans *Le Vif/L'Express*, « le magazine des élites » comme dit Maréchal lui-même. Après qu'il a parlé aux quotidiens, la porte-parole a précisé : « Nous ne souhaitons pas que Benjamin s'exprime sur le sujet et préférons réserver nos réponses aux instances qui nous ont interpellés. » Si on lui impose le silence médiatique (comme à Bertrand Henne d'ailleurs, qui a déclaré « close la polémique publique »), c'est parce que l'onde de choc de la polémique a pris une amplitude rarement atteinte par le passé. Le « cas Maréchal » ne peut plus être ignoré, pas plus que les tensions internes, longtemps refoulées. L'affaire fait d'autant plus désordre que la RTBF négocie son nouveau contrat de gestion avec la tutelle politique et amorce un « big bang » de son organisation interne et de sa hiérarchie. La Société des journalistes doit aussi rencontrer ces jours-ci l'administrateur général pour évoquer l'inédite passe d'armes Henne-Maréchal, qui laissera des traces. Voire exiger que n'importe quelle émission d'info au sens large dépende une fois pour toutes de la direction de l'information ? Pour ne plus avoir à choisir entre « buzz et dignité » ? ♦